

DIAGNOSTIC DU DESORDRE SOCIAL

Désordre de la société contemporaine. Surproduction et famine; progrès scientifique et barbarie morale; confort et peur de vivre. Pourquoi? Idolâtrie de la technique aboutissant à la dépersonnalisation. « Humanisme » économique déshumanisant. Méditons le diagnostic d'un psychologue, le Dr A. Stocker, dans l'Homme, son vrai visage et ses masques (voir plus loin, p. 267).

DANS LA SOCIÉTÉ d'aujourd'hui, la primauté chronologique de l'économie, parfaitement légitime, a été équilibrée à une place de premier ordre, quasi ontologique, qui ne lui revient point. La « production » tend à usurper les valeurs politiques et religieuses: l'estime d'un homme pour un autre ne part plus de l'idée qu'on la lui doit parce qu'il est un être humain, mais de l'idée qu'il vaut quelque chose par ce qu'il a... On estime son voisin... parce qu'il « est » financier, commerçant, industriel ou propriétaire d'un important domaine agricole; ce n'est plus la valeur humaine inhérente à tout être humain qui compte; c'est la valeur fonctionnelle, son rôle « technique »,... la place qu'il tient dans la société, cette dernière réduite à son seul étage économique...

Bien sûr, dans l'ordre chronologique, l'économie vient avant le politique et le religieux, car on ne saurait faire vivre l'État et l'Église sans une sous-structure matérielle...

Autrement dit, pour que l'État et l'Église atteignent leur fin, il faut que les citoyens, les fidèles vivent; or, pour vivre, il faut manger: nécessité économique première.

Hélas! poursuit le Dr Stocker, dans le monde moderne, on a l'impression (n'est-ce vraiment qu'une impression?) que l'on ne mange plus pour vivre; on y vit pour créer des « valeurs » à manger...

Quant aux hommes, dont la pensée fut à la source des inventions qui ont permis l'essor des améliorations de la vie matérielle, ils ne sont plus que des « annexes » du grand rouage économique. A vrai dire, ils sont eux-mêmes... des esclaves de leur propre réduction fonctionnelle. A leurs propres yeux, souvent, ils ne s'estiment que pour leur avoir...; quant à leur être, ils l'oublient. Il ne s'agit plus que d'« être » une fonction, voire une profession (« je suis ceci, je suis cela », dit-on; on ne peut qu'avoir une fonction, on ne l'est pas).

Est-il besoin de dire que, dans ces conditions, même les plus « grands » (?) entre les grands ne se respectent plus eux-mêmes? Or, celui qui ne se respecte plus lui-même, celui qui n'a plus le souci de ce que doit être le vrai « amour de soi-même », comment peut-il respecter et aimer les autres? On ne pense plus qu'à commander, sans souci d'être « mousaillon avant d'être capitaine »... Ces « capitaines » ne savent d'ailleurs plus que jongler avec des chiffres et « produire pour produire ». Le moyen, la production, — qui doit servir à une fin: le bien matériel de la société dans son ensemble, — est devenu une fin en soi. De ce fait, la fin de la société tout entière se transforme en un sinistre jeu de mots: la fin cède la place à la faim, et malgré l'amoncellement impressionnant des richesses, le plus grand nombre des hommes sont dans la misère.

Comment s'en étonner?

L'être humain n'est plus qu'un « facteur » de la production, et le travail humain, une « marchandise »... On accorde plus d'attention à l'« entretien » d'une machine qu'à la vie d'un homme.

Quand l'économie règne en maître, l'homme retourne à l'esclavage primitif. Être un homme d'abord; avoir des biens, une situation, non pour eux-mêmes, mais pour le mieux-être de la personne: tel est l'ordre des valeurs, là est notre salut.

A V E C O U S A N S COMMENTAIRES

CHARITÉ BIEN ORDONNÉE...

M. Ernest Laforce, ancien sous-ministre de la Colonisation et ancien président général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, prononçait, il y a quelque temps, devant le club Richelieu de Montréal, une causerie sur l'économie nationale. En voici un extrait qui fera réfléchir.

PARLONS de nos assurances. Dans l'économie moderne, l'assurance est une nécessité reconnue. Les capitaux énormes qu'elle accumule et qu'elle replace à tout financer: gouvernements, commerce, industrie, construction, développement des services publics et des ressources naturelles, peuvent être d'un appoint considérable pour établir nos fils au pays, à condition, bien entendu, que nous ayons la haute main sur ces assurances. Or, à qui payons-nous nos primes? Voyez.

Assurances-vie à parts sociales:

Total des primes annuelles.....	\$147,868,077
Aux compagnies canadiennes-françaises.....	10,451,894

Assurances-vie mutuelles:

Total des primes annuelles.....	57,916,614
Aux assurances canadiennes-françaises.....	4,141,357

Assurances-feu:

Total des primes annuelles.....	37,087,106
Aux compagnies canadiennes-françaises.....	4,141,734

Total des primes annuelles:

Aux assurances des autres.....	223,194,812
Aux compagnies canadiennes-françaises.....	19,773,985

Dans ces conditions, l'argent de nos primes va-t-il établir nos enfants au pays? Développer notre commerce?...

Et parlons de nos banques. Encore plus que l'assurance, les banques concentrent les réserves de capitaux nécessaires au développement économique du pays, sous toutes ses formes. Or, avec qui traitons-nous nos affaires bancaires? Plus de quatre-vingt-dix pour cent vont aux banques des autres, façon d'agir qui oublie sûrement la maxime: « Charité bien ordonnée... » Nous oublions aussi que, nationalement et collectivement, nous avons des intérêts à conserver, et que l'argent est fort utile dans la vie d'un peuple.

En 1940 ou 1941, alors que j'étais agent général au Canadien National, je m'occupais un jour, à Fredericton, de l'établissement des Acadiens. M. le ministre Boucher m'apprit que le Nouveau-Brunswick ne pourrait aider la colonisation — ce par suite de difficultés financières. Je lui proposai qu'une de nos banques pourrait l'aider: je verrais le président de la Banque Provinciale, M. Roy. Quelques jours plus tard, à la succursale de Saint-Jean, N.-B., M. Roy consentait aux ministres un prêt qui sauvait les affaires du gouvernement — y rien nouveau client.

L'été suivant, à Memramcook, congrès acadien de l'éducation. On y reçoit le ministre de l'Instruction publique, animé des meilleurs sentiments: « Je sais que vous voulez sincèrement une bonne instruction pour vos enfants. Préparez votre programme; je m'engage à l'accepter. » Comme je faisais remarquer à M. Boucher: « Le ministre n'est pas le fanatique qu'on nous dépeint », j'eus comme réponse: « Il n'aurait pas dit cela avant le prêt de la Banque Provinciale. » N'est-ce pas démontrer l'importance nationale de garder notre argent?

Au Canada français, qui a tant de jeunes à établir, si les administrateurs doivent avoir de la virilité, de la vision et la volonté de faire face aux difficultés, il faut aussi que la famille et l'individu agissent nationalement dans les achats, les dépôts en banque et le choix des primes d'assurance. Car, redisons-le, « l'argent est intelligent, appliqué au service d'une pensée préalable ».

Nous n'avons rien contre les autres. Nous tenons à leur amitié. Nous voulons vivre en bon voisinage avec les étrangers de chez nous. Il n'en faut pas moins penser toujours que ces étrangers n'ont pas la responsabilité de l'éducation et de l'établissement de nos enfants, mais nous-mêmes. Et que nous avons, pour cela, besoin de tout notre argent, de toutes nos ressources.

Dans une proportion de quatre-vingt-dix pour cent, la sagesse consiste à être sage à temps. Collectivement, avons-nous été sages dans nos affaires nationales? Est-ce qu'un peuple sage et prévoyant aurait laissé partir la moitié de sa population pour l'étranger, quand il était l'héritier d'un des plus vastes et des plus riches pays du monde? En vingt ans, de 1870 à 1890, le tiers de nos gens émigra, cependant que des centaines de milliers d'étrangers venaient, en grande partie à nos frais, s'établir à la place des nôtres — de ce que nous avons appelé la revanche des berceaux.

C'est admis que nous devons nous qualifier pour occuper tous les postes qui nous reviennent. Ce n'est qu'un demi-problème, grâce à nos talents. Nous pouvons être les meilleurs agriculteurs, les plus habiles négociants, des maîtres de la finance, des experts en assurances, en industrie, en développement des ressources naturelles. Ne l'avons-nous pas été dans la médecine, le droit et toutes les professions que les nôtres ont voulu choisir? Nous avons tous les talents. Pour leur fournir le moyen de s'épanouir, ne faut-il pas garder nos ressources et notre argent? Si nous avons perdu beaucoup de terrain, ce n'est pas une raison pour continuer à en perdre.

Si nous le voulons, nous reprendrons notre place dans l'économie de notre pays, la place que nous aurions dû garder, celle qui convient aux héritiers des pionniers canadiens: la première. Ce sera servir Dieu et la patrie.

LES CONSEILS D'ENTREPRISE EN BELGIQUE

Le numéro de juillet-août du Bulletin social des Industriels, l'organe de l'Association des Patrons et Ingénieurs catholiques de Belgique, est tout entier consacré aux conseils d'entreprise. C'est le compte rendu des journées d'études organisées par la régionale de l'A. P. I. C. de Bruxelles et par celle de Liège. On y trouve des témoignages personnels, des échanges d'expériences, des moyens d'écartier les obstacles au bon fonctionnement des conseils, des projets de réforme. Dans un éditorial intitulé « Le sens de notre effort », M. J. De Staercke, secrétaire général de la Fédération des Patrons catholiques de Belgique, dit ce que fut l'esprit des journées d'études:

IL NE S'AGISSAIT... nullement de faire l'examen de conscience des syndicats; les industriels présents étaient convaincus que le leur pouvait être fructueux et constructif. Il ne s'agissait pas davantage de se livrer à une stérile critique de la législation actuelle. Si celle-ci n'est pas entièrement conforme aux vœux de ceux qui désirent recréer la communauté d'entreprise, elle présente pourtant un considérable avantage sur tous les regrets et toutes les rêveries: elle fournit un instrument qui a au moins le mérite d'exister et de pouvoir immédiatement être employé et amélioré dans la pratique.

Voici un extrait du discours de clôture prononcé par M. Paul Henrard, président de la régionale de Liège:

LE PROBLÈME interne des entreprises constitue donc la grande question de notre époque, et les conseils d'entreprise sont devenus le pivot sur lequel s'appuiera cette évolution.

Il est indispensable que ceux que le mérite ou les circonstances ont placés à la direction des entreprises accordent à ce problème leur toute spéciale attention.

Nous avons dit ce matin que les conseils d'entreprise avaient pour but final de réaliser l'intégration du personnel dans l'entreprise.

Une œuvre aussi vaste et aussi difficile nécessite beaucoup d'efforts et de persévérance et une confiance totale réciproque des interlocuteurs en présence.

Il nous paraît, par conséquent, que le programme d'action immédiat pourrait être le suivant:

1° Ramener ou consolider tout d'abord la confiance, par une information élargie, claire et loyale des conseils d'entreprise. Par cette information, on peut espérer faire disparaître les méfiances et réaliser en même temps une participation indirecte (ou au I^{er} stade) à l'orientation économique et sociale de l'entreprise.

2° Demander aux chefs d'entreprise et aux chefs en général de redoubler d'efforts afin de jouer pleinement leur rôle de chefs et de coordinateurs.

3° Démontrer, par une bonne gestion doublée d'une information large, que l'entreprise est un lieu sain et propre, qui respecte l'homme et qui a le souci du bien général.

Prouver en somme, par des attitudes individuelles et la conduite générale de l'entreprise, que l'intégration du personnel et la réalisation de la justice sociale sont non seulement possibles dans l'entreprise libre, mais que c'est l'entreprise libre qui est la plus apte à réaliser cette intégration dans toute sa plénitude.

Ce numéro spécial du Bulletin social des Industriels est à lire par tous ceux qui veulent se documenter sur le problème de l'intégration de l'ouvrier dans la vie de l'entreprise. Il y a là une somme d'expériences et de faits très utiles pour l'étude de ce problème.